

Objectif Oman

Février – Mars 2023



FAITS SAILLANTS

- Les « French Weeks in Oman 2023 » ont mis l'accent sur le développement du capital humain
- Les importations d'hydrocarbures ont pesé sur le solde commercial de la France vis-à-vis d'Oman en 2022
- La production omanaise de pétrole brut a progressé en 2022, le condensat a marqué le pas
- EDF Renewables a remporté le projet de centrale solaire Manah 1
- Le calendrier de réalisation du projet de ligne ferroviaire entre Sohar et Abu Dhabi se précise

CLIMAT DES AFFAIRES

Les « French Weeks in Oman 2023 » ont mis l'accent sur le développement du capital humain au Sultanat

À l'occasion de la cinquième édition des « French Weeks in Oman », l'Omani French Friendship Association (OFA) et le Service économique de l'Ambassade de France ont organisé le 6 mars 2023 une conférence économique sur le thème « Human Capital : Women and Young People in Front ». Devant près d'une centaine de participants, des représentants d'entreprises françaises (Engie, ESA, JCDecaux, Thales, Veolia) et omanaises (Al Ahlia Insurance, Khimji Training Institute, Omantel, PDO, Renaissance Services) ont partagé leurs analyses et leurs bonnes pratiques afin de promouvoir une approche innovante de l'inclusion des femmes et de la diversité au sein des entreprises locales, de renforcer la formation professionnelle des jeunes talents et de développer la créativité et le sens du *leadership* des décideurs omanais de demain.



INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les importations d'hydrocarbures ont pesé sur le solde commercial de la France vis-à-vis d'Oman en 2022

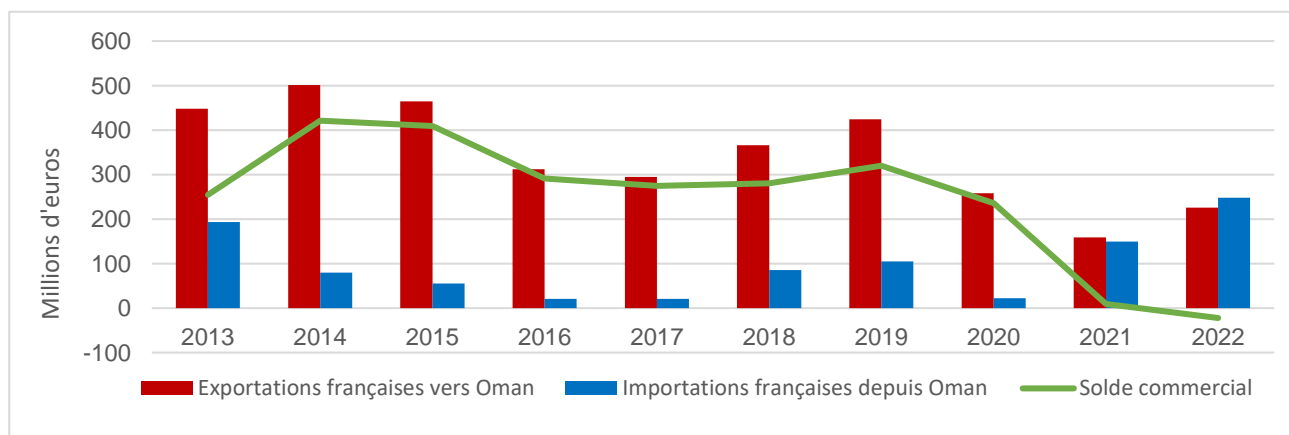
Les échanges commerciaux entre la France et Oman ont augmenté de +53,7% en 2022 en glissement annuel (g.a.), à 473,4 M EUR selon les *Douanes françaises*. Cette progression s'explique d'abord par la forte hausse du montant de nos importations (+65,7% sur un an), à 247,9 M EUR. En effet, dans le sillage du conflit en Ukraine et de son corollaire, la nécessité pour la France de trouver des alternatives aux énergies fossiles russes, les importations d'« hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives » – nulles en 2021 – ont atteint près de 113 M EUR en 2022, représentant ainsi plus de 45% de nos achats totaux en provenance d'Oman. Le reste de nos importations se sont composées de « produits pétroliers raffinés et coke » (46 M EUR), de « produits métallurgiques et métalliques » (40 M EUR) et de « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (33 M EUR).

Dans le même temps, les exportations françaises vers le Sultanat ont enregistré une hausse de +42%, à 225,5 M EUR, soutenues notamment par la reprise de l'activité économique en Oman après la crise sanitaire du Covid-19. Dans le détail, les exportations françaises – relativement diversifiées – se sont composées de « matériels de transports » (44 M EUR ; montant multiplié par trois sur un an), de « machines industrielles et agricoles » (32 M EUR), de « produits informatiques, électroniques et optiques » (32 M EUR), de « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (27 M EUR), d'« équipements électriques et ménagers » (27 M EUR) et de « produits pharmaceutiques » (22 M EUR).

Avec une part de marché estimée par les autorités omanaises à 0,4% en 2022, la France a constitué le 33^{ème} fournisseur du Sultanat, loin derrière les Emirats arabes unis (28,9%), l'Arabie saoudite (12%), l'Inde (8,5%), la Chine (7,5%), le Qatar (6,1%), le Japon (3,1%), ainsi que nos principaux concurrents européens, notamment l'Allemagne (1,4%), les Pays-Bas (1,1%) et la Belgique (1%). A noter que la part de marché du voisin émirien, traditionnelle porte d'entrée des exportations en Oman – via le port de Jebel Ali en particulier –, continue de reculer, au profit notamment de l'Arabie saoudite (inauguration fin 2021 d'une route transfrontalière de 725 km entre Alkweifriah et Ibri, multiplication des annonces de partenariats économiques, etc.).

Pénalisé par la hausse de nos achats d'hydrocarbures omanais, le traditionnel excédent commercial de la France vis-à-vis du Sultanat s'est donc mué en déficit en 2022, à -22,4 M EUR (contre +9,3 M EUR en 2021, +235,8 M EUR en 2020 et +319,7 M EUR en 2019) – à titre de comparaison, la France a enregistré en 2022 des déficits commerciaux avec le Qatar (-2,9 Md EUR), l'Arabie saoudite (-2,7 Md EUR), le Koweït (-711 M EUR) et le Bahreïn (-22 M EUR) et un excédent commercial avec les Émirats arabes unis (2,4 Md EUR). Oman, qui comptait encore au 26^{ème} rang des excédents bilatéraux de la France au niveau mondial en 2020, n'a dès lors plus contribué à limiter le déficit commercial global de notre pays en 2022 (-189,1 Md EUR).

Evolution sur 10 ans des échanges commerciaux entre la France et le Sultanat d'Oman



Source : Douanes françaises

Le marché boursier omanais a confirmé son rebond en 2022

L'indice boursier MSX 30, composé des trente principales entreprises cotées sur la plateforme boursière omanaise du *Muscat Stock Exchange (MSE)*, a confirmé en 2022 le rebond déjà observé en 2021 après quatre années consécutives de baisse. L'indice phare de la place omanaise a ainsi clôturé l'année en hausse de +17,6% en g.a., à près de 4857 points. Au niveau sectoriel, l'indice dédié au seul secteur financier a enregistré la plus forte progression (+20,1 %) tandis que l'indice boursier dédié aux valeurs industrielles a augmenté de +5,8%. L'indice dédié aux services a quant à lui terminé l'année en baisse de -3,8%. En 2022, le nombre d'actions échangées et le montant des transactions ont respectivement progressé de +2,3% et +36,8%. La capitalisation boursière totale du *MSE* a pour sa part augmenté de +7,5%, à 23,7 Md OMR fin 2022 (soit environ 66% du PIB).

Pour mémoire, la Bourse de Mascate se distingue traditionnellement par sa faible liquidité, avec une part des actions flottantes limitée et un nombre de transactions réduit. De fait, le capital des sociétés cotées est en grande partie détenu par le fonds souverain *OIA* et des fonds de pension omanais « dormants ». L'activité sur le *MSE* devrait toutefois être stimulée en 2023 par la volonté affichée de l'*OIA* de céder des participations dans plusieurs entreprises publiques, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de l'aviation, de l'industrie, du tourisme et des NTIC. 49% du capital de l'entreprise de forage *Abraj Energy*, filiale du groupe public *OQ*, ont d'ores et déjà été vendus avec succès – notamment à *Schlumberger* et à *Saudi Omani Investment Company* (filiale du fonds souverain saoudien *PIF*) – à l'occasion de l'introduction en bourse de la société en mars 2023. En parallèle, l'*OIA* a annoncé son souhait de céder sa participation de 59,6% au capital d'*Oman Cement* au cimentier chinois *Huaxin*. Le montant de la transaction, dont la date butoir est fixée au 1^{er} juin 2023, pourrait s'élever à 193 M USD.

A noter que le marché obligataire local – y compris les *sukuks* –, qui avait fortement progressé en 2021, a ralenti en 2022 avec un volume d'obligations échangées en recul de -27,2% sur un an pour une valeur des transactions en baisse de -66,7%. L'activité sur le marché obligataire a de fait été freinée par l'amélioration de la situation des finances publiques omanaises et, son corollaire, la baisse des émissions pour le compte de l'Etat.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydrocarbures : la production de pétrole brut a progressé en 2022, le condensat a marqué le pas

La production de pétrole du Sultanat s'est élevée à 388,4 millions de barils en 2022, soit près de 1,1 M de barils par jour en moyenne, en hausse de +9,6% en g.a. selon les données du *Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI)*. Dans le détail, la production a été soutenue par le dynamisme du pétrole brut, qui a enregistré une progression de +12,8% en 2022, à 309,5 M de barils. La production de condensat, qui représente plus de 20% de la production omanaise suite à la montée en puissance depuis 2017 des champs gaziers de *Khazzan* et *Ghazeer*, a enregistré pour sa part un – léger – recul en 2022 (-1,4%), à 79 M de barils.

82,3% du pétrole produit au Sultanat, soit 319,5 millions de barils, ont été exportés en 2022 (+10,6% en g.a.). Le prix de vente moyen du baril omanais, côté sur le *Dubai Mercantile Exchange* – pour une livraison à deux mois –, s'est élevé à 95,4 USD en 2022 selon *NCSI* (soit 31 USD de plus qu'en 2021). L'Asie est demeurée, de loin, le principal débouché du pétrole omanais. La Chine a ainsi capté 81,6% (260,8 M de barils) des exportations du Sultanat – soit 67,1% de la production totale du pays –, devant l'Inde (31,2 M), la Corée du Sud (12,6 M) et le Japon (11,7 M).

La production de gaz d'Oman a pour sa part atteint 52,1 milliards de m³ en 2022, en hausse de +3,7% en g.a. – à noter que les données officielles fournies intègrent également une part très minoritaire de gaz importé du Qatar via le gazoduc *Dolphin*. La production de gaz associé a notamment progressé de +9,3% en 2022 et représente désormais près d'un cinquième de la production gazière totale (soit 10,1 Md de m³). Outre la consommation domestique de gaz – injection de gaz pour la récupération assistée du pétrole, alimentation des besoins industriels, production d'électricité majoritairement assurée par des centrales à gaz – près d'un tiers des ressources ont été transformées en GNL (env. 11,4 millions de tonnes), puis exportées vers l'Asie principalement.

Energies renouvelables : EDF Renewables a remporté le projet de centrale solaire Manah 1

EDF Renewables, en consortium avec l'énergéticien Korea Western Power (Kowepo), a remporté l'appel d'offres pour la construction et l'opération de la centrale solaire de Manah 1 (500 MW), située dans le gouvernorat d'Ad Dakhiliyah, au nord du Sultanat. Ce projet sera adossé à un contrat de 20 ans conclu avec Oman Power and Water Procurement Company (OPWP), entité publique en charge de l'achat de l'électricité et de l'eau produites par des opérateurs privés. Le début des travaux est prévu au second semestre 2023 pour un démarrage de la production envisagé courant 2025. Faisant l'objet d'un appel d'offres commun, la centrale solaire de Manah 2 (500 MW, lancement en 2025, contrat de 20 ans) a pour sa part été attribuée au consortium composé du singapourien Sembcorp (80%) – déjà actionnaire d'une usine de production d'électricité et d'eau à Salalah – et du chinois Jinko Power (20%).

Pour mémoire, dans le cadre de la mise en œuvre de la « National Energy Strategy to 2040 », Oman souhaite porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 10% d'ici 2025 (soit environ 1,5 GW), 30% d'ici 2030 et entre 35% et 39% d'ici 2040. Pour ce faire, les autorités omanaises ont procédé début 2022 au lancement officiel de la première grande centrale solaire du pays, Ibri-II (500 MW), dans le gouvernorat d'Ad Dhahirah. Estimée à environ 400 M USD, la centrale a été conçue et construite par la société chinoise Powerchina pour le compte d'un consortium composé du saoudien Acwa Power (50%), de Gulf Investment (40%) – société d'investissement détenue conjointement par les six pays du CCG – et de la société koweïtienne Alternative Energy Projects (10%). Deux autres grands projets de centrales photovoltaïques sont également annoncés par OPWP : Ibri III (500 MW) en 2026 et MIS Solar IPP 2027 (500 MW) dans le gouvernorat d'Ad Dakhiliyah. 1000 MW supplémentaires sont par ailleurs envisagés à horizon 2029.

OPWP prévoit en outre la création de plusieurs parcs éoliens d'ici 2030 pour une capacité totale de 1 GW. Dans le détail, les projets Jaalan Bani Bu Ali Wind IPP (100 MW) dans le gouvernorat d'Al Sharqiyah du Nord, Duqm Wind IPP (200 MW) dans le gouvernorat d'Al Wusta et Dhofar 2 Wind IPP (100 MW) à Harweel dans le Dhofar – à proximité de Dhofar 1 Wind IPP (50 MW), premier parc éolien réalisé dans le pays – devraient être opérationnels d'ici fin 2026. Le lancement des procédures de préqualification est envisagé courant 2023. Deux autres projets sont annoncés à plus long terme : Ras Madrakah (100 MW) dans le gouvernorat d'Al Wusta d'ici 2027 et Sadah (100 MW) dans le gouvernorat du Dhofar d'ici 2028. A noter qu'un projet Waste-to-energy de 140 MW est également évoqué à Barka en partenariat avec Oman Environmental Services.

Transports : le calendrier de réalisation du projet de ligne ferroviaire entre Sohar et Abu Dhabi se précise

A l'occasion de la visite en Oman du Président des Emirats arabes unis en septembre 2022 (voir Objectif Oman d'août-septembre 2022), les compagnies ferroviaires Oman Rail, filiale de la holding publique Asyad, et Etihad Rail avaient annoncé la création de la coentreprise – à parts égales – « Oman-Etihad Rail » pour la construction et l'opération d'ici sept ans d'une ligne ferroviaire de 303 km reliant le port de Sohar, dans le nord du Sultanat, à Abu Dhabi. Les trains de marchandises – clé de la rentabilité du projet – devraient y circuler à une vitesse allant jusqu'à 120 km/h. Les trains de passagers devraient rouler pour leur part à une vitesse maximale de 200 km/h, permettant ainsi aux voyageurs au départ de Sohar de gagner la capitale des Emirats en une heure et quarante minutes. L'investissement nécessaire à la mise en œuvre du projet est estimé à 3 Md USD. A ce titre, un accord de coopération a été signé avec le fonds souverain émirien Mubadala en février 2023.

En matière d'infrastructures, l'entreprise en charge de l'EPC (Engineering, Procurement and Construction) devrait être désignée d'ici fin 2023-début 2024 selon les déclarations de Said Al Mawali, ministre omanais des Transports et des communications. Mi-mars 2023, Oman-Etihad Rail a invité les entreprises « spécialisées dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure » à participer au processus de préqualification. A l'issue de cette phase, la coentreprise omano-émirienne prévoit de lancer un appel d'offres divisé en trois lots. Le premier lot comprendra la conception et la construction du chemin de fer lui-même, le deuxième se concentrera – notamment – sur la construction de gares et le troisième portera sur la construction de diverses installations. Le prolongement de la ligne entre Sohar et Mascate est d'ores et déjà envisagé par les autorités omanaises dans un second temps.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Fabien Gleizes, Adrien Rebet

Revu par : Fabien Gleizes
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>